

Assurances

Assurances

Documents

J. H.

Volume 25, numéro 4, 1958

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1103355ar>
DOI : <https://doi.org/10.7202/1103355ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0004-6027 (imprimé)
2817-3465 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

H., J. (1958). Compte rendu de [Documents]. *Assurances*, 25(4), 235–244.
<https://doi.org/10.7202/1103355ar>

Documents

par

J. H.

Institute of Life Insurance. Annual Meeting and Staff Reports,
1956.

235

A signaler dans cette brochure de cent vingt-trois pages qui contient les rapports annuels de la société, un groupe de travaux qui ont pour objet de montrer certaines des tendances actuelles chez nos voisins du sud, sous le titre de « Interurbia — The Changing Face of America ». Dans le cas présent, c'est l'évolution urbaine qu'on étudie, avec ses aspects principaux et leurs conséquences au triple point de vue administratif, économique et sociologique.

Voyons d'abord comment le problème est posé. La vie urbaine subit en ce moment une évolution rapide aux États-Unis: la population aussi bien que les grandes industries sortent de la ville pour se répandre à l'extérieur, non plus dans les faubourgs que l'on connaissait antérieurement, mais plus loin soit dans de petites villes somnolentes, mais maintenant bouillonnantes d'activité, soit en rase campagne où la vie s'organise tant bien que mal ou très vite selon le cas, mais où les gens et les usines trouvent l'espace que ne leur offrent plus les grandes villes débordées par un essor trop grand pour leurs ressources. Ainsi, se constituent petit à petit des groupements de grandes et de petites municipalités qui constituent une région métropolitaine et, bientôt, comme celles de Boston et de New-York, des agglomérations s'étendant sur six cents milles de régions métropolitaines et où sont groupés six pour cent du territoire et vingt pour cent de la population. D'autres régions se fondront tôt ou tard, comme

236

celle de l'acier, la « Steel belt from the mines to the Lakes — Pittsburgh, Youngstown, Canton, Akron and Cleveland »; celle de Pontiac, Detroit, Dearborn, Ann Arbor, Monroe et Toledo. A leur tour, ces agglomérations deviendront une région continue qui, à son tour, s'alliera à d'autres pour des fins administratives. C'est le processus de tout cela que l'on cherche à imaginer à l'avance pour éviter les erreurs du passé et pour essayer de prévoir les conséquences de cette immense concentration urbaine au triple point de vue administratif, économique et sociologique. Et pour cela, on utilise les recherches et les travaux de l'École d'architecture de Yale University. Ces travaux sont intéressants pour nous qui, en ce moment, assistons également à cette poussée du centre vers la périphérie, et qui voyons se reconstituer à l'extérieur des frontières de la ville des cadres municipaux qui répondent à des besoins d'espace et à des conceptions nouvelles dans l'industrie et dans l'urbanisme.

C'est le sens de ces recherches qu'à Yale on a réuni sous le titre de « Interurbia » et dont l'Institute of Life Insurance a voulu présenter les aspects principaux à ses membres à l'occasion de son assemblée annuelle de 1956.

Rapports annuels (1956) des Sociétés d'Assurances de l'U.C.C. Montréal.

Les sociétés d'assurances de l'Union Catholique des Cultivateurs sont parmi les plus actives du groupe canadien. Fondées en 1948, elles ont recruté leurs sociétaires et assurés dans le milieu rural, parmi les membres de l'U.C.C. d'abord, puis à l'extérieur. Elles sont fort bien dirigées et leurs affaires ont suivi une rapide marche ascendante, malgré les aléas normaux auxquels est exposée toute affaire d'assurance. Le dernier rapport indique un actif de quatre millions sept cent mille dollars et des assurances en vigueur de l'ordre de cinquante et un millions de dollars pour l'assurance sur la vie, ainsi qu'un

actif de deux millions deux cent mille dollars et un revenu-primes de deux millions pour la Société Mutuelle d'Assurances Générales. Il s'agit de deux entreprises, comme l'on voit, qui ont d'importantes ressources. Notons que, comme pour tout le monde, 1956 a été une année dure. Si l'assurance contre l'incendie a été avantageuse, par contre l'assurance automobile, comme ailleurs a été lourdement déficitaire.

A ceux qui recherchent des bilans bien présentés, attrayants et étudiant bien la situation en quelques pages, nous recommandons la lecture du rapport de 1956. On ne sait que louer davantage: l'analyse des données statistiques ou la présentation typographique.

237

Journal of the Chartered Insurance Institute. Volume 53. 1956.
London.

Chaque année, the Chartered Insurance Institute de Londres publie un certain nombre de travaux présentés à divers *Insurance Institutes* qui, croyons-nous, sont affiliés à celui de Londres. Dans le numéro de 1956, nous relevons les titres suivants:

- « The Sound Barrier: Aircraft Noise and Insurers »
- « Six Years of Employers' Liability »
- « Motor Insurance Overseas »
- « The Insurance of Wages Under Loss of Profits Policies »
- « Insurance Managers in Commerce and Industry: A Study in Technique »
- « This Pension Age »
- « The Married Women's Property Acts: Some Legal and Estate-Duty Aspects »
- « Protection and Indemnity Insurance: A Brief Outline »
- « Estate Duty and Its Effect Upon Life Assurance »
- « The Practical Use of the Electronic Computer »
- « Petroleum Refineries »

« Plastic Moulding and Its Fire Hazards »

« Settlement Policies »

A signaler, en particulier:

1° — une excellente étude de l'assurance des salaires sous le titre de l'assurance des profits et frais généraux. Même si les usages ne sont pas les mêmes au Canada et en Angleterre, on lira cette étude très fouillée avec intérêt pour compléter d'autres travaux similaires faits au Canada ou aux États-Unis.

2° — une deuxième étude sur les préposés aux assurances dans les grandes entreprises intitulée « Insurance Managers in Commerce and Industry ». Même si ce travail n'est pas aussi fouillé que ceux de l'American Management Association, il est à signaler.

Profit Perspectives in Atomic Energy. Problems and Opportunities. American Management Association, 1515 Broadway, Times Square, New York. Special Report no. 21.

Voici en résumé les conclusions de cette brochure de cent soixante-seize pages consacrée aux problèmes de l'exploitation industrielle de l'atome. Un certain nombre de collaborateurs de L'A.M.A. y présentent leurs travaux sur des aspects aussi variés que les marchés de l'industrie de l'atome, le contrôle de l'État aux États-Unis, les risques d'accident et l'assurance, et les hommes qui peuvent mener l'industrie à bien. Le résumé est de monsieur V. L. Parsegian qui s'est efforcé de présenter en deux pages le sens des études groupées dans le Special Report no. 21 sur un sujet qui passionne non seulement les milieux scientifiques, mais les milieux d'affaires en ce moment chez nos voisins. Voici les notes de monsieur Parsegian:

« The story of atomic development, as a business man might view it, can be divided into three periods, as follows:

1. The war years that gave birth to the atom bomb under complete government management and control.

-
2. The postwar years, wherein the Atomic Energy Commission struggled to nurture an infant industry while giving first attention to the threats of cold and hot wars. This period was also marked by a partial relaxing of government monopoly, as expressed in the Atomic Energy Act of 1954.
 3. The present period of rapid growth, wherein industry is learning to appreciate the opportunities and headaches, the management problems and the financial risks, that accompany participation in atomic energy under continuing government regulation.

239

« This report will be devoted to the key management problems which characterize the present period in the history of atomic energy; for managing the atom is a new and complex business, and no effort should be spared in promoting a clearer understanding of the problems involved. With its fast-changing technology, lack of experience, and government controls, the new industry *must* have active support and guidance. Moreover, uninformed or unsure management, that too easily relinquishes initiative and responsibility, can bring heavy loss to an industrial group and — even more serious — hamper the nation's entire atomic program.

« Industrialists have complained that too many writers and speakers on atomic energy shun the words « profit and loss. » Management being almost synonymous with profit and loss, the following pages will, it is hoped, do ample justice to that topic, as well as the problem of unusual risk in the form of uninsured and indeterminate liability. And, because the shortage of engineers and scientists is particularly hard on the atomic industry, we shall try to determine whether there may not be new approaches that management can take in training the available personnel and staffing important projects.

« A major problem, of course, is tight government control of information and, also, of materials. The Atomic Energy

A S S U R A N C E S

Act of 1954 took a sizable step forward in permitting some departure from complete government monopoly. The regulations continue, however, and there is little semblance between the atomic industry and American free enterprise as experienced in other industries.

« Perhaps we should be prepared to compromise old concepts of free enterprise, as far as the atom is concerned, in favor of lasting government control. This would set a relatively low upper limit on the financial risks and on the degree of participation that industry can afford to underwrite. Or,

240 instead, it may be timely to look for another revision of the Atomic Energy Act — one that will afford maximum freedom to industrial initiative and responsibility, consistent with national security and well-being, and define the government's role as one of aiding and safeguarding (not managing) civilian use of the atom. Our contributors will delve deep into these issues. Their analysis and constructive thinking should help to clarify the difficulties that beset management. Even more, they may generate ideas and inspiration that will assure our nation of continuing leadership and enable this generation to enjoy more quickly the benefits of atomic power.

V. L. PARSEGIAN,

*Chairman, Engineering Faculties, and
Professor of Nuclear Engineering
Rensselaer Polytechnic Institute
Troy, New York*

British Insurance (Atomic Energy) Committee. Report of the Advisory Committee, April 1957. Publié par le British Insurance (Atomic Energy) Committee, Cheyne House, 62/3, Cheapside, London, E.C. 2.

Voilà un document très intéressant qu'un comité d'assureurs, comprenant des représentants des sociétés d'assurances et de Lloyd's, vient de publier. Le programme tracé était d'étudier les moyens « *to facilitate the underwriting of reactor insurances by the British Insurance Market* ». On trouve dans

le rapport une vue d'ensemble des problèmes posés par l'usage de l'atome dans les installations privées au point de vue de l'assureur. Le document est précis et il mérite d'être étudié par ceux que la question intéresse aussi bien en Angleterre qu'à l'étranger. Car la méthode de travail adoptée est simple, mais précise et les considérations du rapporteur serrent le sujet d'assez près. En voici les conclusions:

« 156. The Committee has endeavoured in this Report to describe in non-technical language the nature of atomic energy and the uses to which it is now being applied, recognising that the whole atomic energy field is undergoing rapid and enormous expansion. A brief survey of types of reactor and of atomic fuels has been made, and emphasis has been placed upon the essential features of safety in design and operation. The hazards associated with reactors and with the disposal of waste products have been outlined and considerable attention has been paid to the new hazard of radioactive contamination.

« 157. In considering the insurance requirements of the reactor owner and the insurance risks of radioactive contamination the Committee has drawn a number of conclusions and has made recommendations which may be summarised as follows: —

- « 1. A Code of Safe Practice in the Operation of Reactors should be given the force of law. (Paragraph 74 (b)).
- « 2. Material damage cover granted to reactor owners should be on an annual basis for specified perils only, including certain new perils (and not for "All Risks" subject to detailed exclusions). (Paragraphs 96-103).
- « 3. Cover for the reactor owner in respect of loss of profits and consequential loss following a reactor incident can only be provided if market capacity has not already been exhausted in respect of the

A S S U R A N C E S

242

- cover granted for specified perils and then only through the pools. (Paragraphs 104 and 151).
- « 4. Maximum possible cover should be provided to the reactor owner in respect of third party liabilities arising from radioactive contamination, both in respect of damage to property and personal injury. (Paragraphs 105 and 114).
 - « 5. Contracts for the construction of reactors should be so worded as to place the sole responsibility for all damage or injury occasioned by radioactive contamination on the reactor owner. The contractor, i.e., the principal contractor, all sub-contractors and suppliers of material, should be released from responsibility for damage or injury caused by radioactive contamination and should be indemnified by the reactor owner against all such responsibility irrespective of negligence. (Paragraphs 108 to 112).
 - « 6. Insurers in their negotiations with reactor owners should endeavour to obtain their agreement to accept all legal responsibility for damage to property of and personal injury to third parties, including employees, arising out of radioactive contamination, irrespective of the negligence of any other party and not to seek any indemnity or contribution from any other party. (Paragraphs 108, 111, 112).
 - « 7. Construction insurances should continue to be placed in the market through normal channels, but should not cover the risks of radioactive contamination. (Paragraph 115).
 - « 8. Having made provision for the maximum possible cover to reactor owners for third party liabilities, insurers should agree: —

- (a) to make clear, as soon as possible, that the risk of radioactive contamination arising from nuclear fission or nuclear fusion is not covered by any existing insurance or reinsurance covering property of any kind, or liability to third parties for property damage or personal injury; and
- (b) not to cover, on any terms, the risk of radioactive contamination arising from nuclear fission or nuclear fusion, by any future insurance or reinsurance covering property of any kind, or liability to third parties for property damage or personal injury subject to certain exceptions. (Paragraph 129).
- « 9. It is not recommended that risks arising from specific radioisotopes should be excluded from material damage or third party policies. (Paragraphs 71 and 129).
- « 10. Cover against radioactive contamination risks should be provided in respect of the reactor owners' own property whether on the reactor site or elsewhere. (Paragraph 133).
- « 11. The Marine and Aviation Markets will face problems similar to those which arise in respect of land-based reactor installations, and consideration will be required in these Markets to solve the problems of hazard, cover and market capacity. (Paragraphs 137-139).
- « 12. No special action is recommended with regard to: —
- (a) Employers' Liability or Workmen's Compensation policies for reactor owners or other employers. (Paragraphs 119, 120, 145, 146).

A S S U R A N C E S

- (b) Life Assurance (Paragraph 136).
 - (c) Contract Guarantees or Performance Bonds (Paragraph 140).
 - (d) Personal Accident and Sickness Insurance (Paragraphs 141-144).
- « 13. All material damage and third party insurances in respect of reactors should be undertaken only by market pools. (Paragraphs 147-151).
- « 14. The problem of deposits, reserves, currency and taxation should be considered by the appropriate authorities throughout the world. (Paragraphs 152-155).

244

Nous sommes certains que les membres du comité formé au Canada par le Dominion Board of Underwriters connaît ce document et qu'il sera une des bases de discussion les plus avantageuses. C'est en pensant à ceux de nos lecteurs que la question intéresse que nous avons reproduit un extrait de ce document ici.